FSU - 95

CDEN du 24 novembre 2020

« bilan de rentré »

Déclaration de la FSU-95

Monsieur le préfet
madame la présidente
Madame la directrice académique
mesdames — messieurs

La semaine dernière, les députés de la majorité présidentielle alliés à la droite ont voté la loi sur la « sécurité globale » ! Malgré un amendement porté par Gérald Darmanin censé en atténuer la portée liberticide pour la presse, ce sont bien nos libertés fondamentales qui sont attaquées !
Cette loi est liberticide et vise à empêcher les citoyens de protester contre la politique néolibérale du gouvernement. Comment comprendre ces menaces à peine voilées contre les journalistes et la possible mise en accusation contre les personnes filmant les policiers et diffusant leurs images sur les réseaux ?
Saisi par la Ligue des droits de l'homme, l'Organisme des Nations Unies a adressé un sévère réquisitoire à la France, en rappelant notamment que « *L'information du public et la publication d'images et d'enregistrements relatifs à des interventions de police sont non seulement essentielles pour le respect du droit à l'information, mais elles sont en outre légitimes dans le cadre du contrôle démocratique des institutions publiques* ».
La FSU était présente samedi dans les rassemblements organisés contre cette nouvelle attaque du pouvoir en place. Elle continuera de défendre les libertés fondamentales !

Dans le même temps le ministre de l'Éducation est pris dans ce qui pourrait s'avérer être le financement privilégié d'une association lycéenne — Avenir lycéen — surtout occupée à défendre becs et ongles sa politique pourtant bien peu éducative et a dépensé leur subvention – 65 000 € — en frais de bouche et en hôtel de luxe ! D'autant plus que dans le même temps l'UNL, la FIDL et le MNL ont soit vu leurs subventions disparaître soit elles ont été divisées par 4 (pour l'UNL) depuis 2017 pour atteindre seulement 20 000 € ! Si on globalise les subventions de ces trois organisation s'opposant à la politique du ministre, elles perçoivent 3,25 fois moins d'aide qu'*Avenir lycéen* ? Le ministre Blanquer a, hier matin sur RTL, répondu à la journaliste qui l'interrogeait à ce sujet qu'elle n'était pas obligée de relayer ces thèses d'extrême gauche ! Museler la presse pour museler les oppositions est bien dans l'ADN du pouvoir en place.
La FSU s'oppose et continuera de s'opposer à ces dérives autocratiques ! Les lycéens du lycée Balzac de Paris ne nous contredirons pas !

Cette volonté de nous empêcher de protester et de manifester notre colère trouve des sources dans la volonté du gouvernement d'avancer en catimini sa casse du service public ! Ainsi deux décrets ont été rédigés **et publiés le 20 novembre, le d**écret n° 2020-1427 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'État – les CSA qui **entraînent la suppression des CHSCT** – et le décret n° 2020-1426 relatif aux commissions administratives paritaires dans la

fonction publique de l'État – les CAP – en réduisant encore les attributions et le pouvoir ! Il s'agit là d'une nouvelle provocation !

Concernant l'ordre du jour à proprement dit, le bilan de rentrée ! Dire qu'elle a été chaotique est un euphémisme, le ministre ayant préféré se promener sur les routes du tour de France cycliste que s'en préoccuper ! Hélas, rien de surprenant à cela, le mépris que le ministre montre ostensiblement aux personnels de l'Éducation nationale faisant véritablement partie de son ADN.
Seul le travail intense des équipes des écoles et des établissements, soutenues par nos collègues des services de la DSDEN et des circonscriptions, a pu rendre cette rentrée possible !

Le Premier ministre Castex a lui-même été particulièrement insultant avec les personnels de l'Éducation nationale en osant dire qu'ils étaient particulièrement choyés par ce gouvernement ! Ces propos sont d'une grande indécence ! La violence de ses propos nous a plongé.es dans une intense sidération !
La gestion de l'hommage à notre collègue Samuel Party a été tout autant sidérante ! Non content d'avoir voulu annuler l'hommage du lundi 2 novembre au matin, le ministre a essentiellement communiqué sur la répression qui pourrait toucher les élèves réfractaires, oubliant la souffrance des personnels, de l'immense majorité des élèves et de leurs familles! On le voir, l'autocratie et la répression étouffent l'humanité de notre ministre !
Nos collègues de Melle ne nous contrediront pas !

Concernant la pandémie, il est inquiétant de voir un ministre mentir sur le nombre de cas de contamination touchant les écoles et les établissements en les sous-estimant drastiquement ! Et cela dans le seul but de garder les écoles et établissements ouverts afin de permettre aux parents des élèves de travailler. Puis, afin de diviser les enseignant.es, le ministre a autorisé les lycées — sous un contrôle fort de leur hiérarchie — à mettre en place des organisations nouvelles !

Ce faisant, il se dédouane de tous les problèmes des lycées, puisqu'il n'y a aucune mesure gouvernementale, juste des procédures locales ! Ce qui est un bel exemple de lâcheté politique !

Le cirque médiatique du Grenelle de l'Éducation, qui rappelle le Ségur de la santé, illustre une nouvelle fois le mépris de ce gouvernement pour l'ensemble de la Fonction publique
Les dernières annonces, concernant nos rémunérations, sont une nouvelle provocation !
Une prime d'équipement bien insuffisante de 150 € attribuée uniquement pour les personnels devant les élèves et une pseudo revalorisation ne touchant qu'une minorité de collègues !
Celle-ci représenterait – par exemple - pour un professeur certifié, au cinquième échelon, 49,83 € net par mois, là où il faudrait 234 € uniquement pour permettre le rattrapage de l'inflation depuis 2010 ! Le tout sans loi de programmation pluriannuelle ! Il ne s'agit pas d'une revalorisation, mais d'éléments de langage destinés à une supposée opinion publique ! Ce ne sont pas les enseignant.es qui font preuve d'indécence en faisant grève pour leur santé et celles de leurs élèves, mais ce gouvernement ultra-réactionnaire !

Le gouvernement a annoncé le 3 septembre 2020 un plan de relance de 100 milliards d'euros, qui sera encore gonflé si on lit bien le projet de loi de finances, mais ne peut disposer que de 400 millions d'euros pour l'école !
Beaucoup pour la distribution de dividendes, mais bien peu pour préparer l'avenir !

Concernant plus particulièrement notre département, comme pour le reste de la France, la rentrée a été particulièrement difficile !
Les classes, tant du premier que du second degré ont en quasi-généralité des effectifs pléthoriques ! Comment travailler avec des classes à 35 en lycée, 30 en collège, avec des effectifs pouvant atteindre les 28 élèves en REP ou REP + et en particulier en période de pandémie ?

Avec la poursuite d'une hausse démographique importante dans le 1er degré (1018 élèves de plus par rapport à l'an dernier), les moyens alloués au Val-d'Oise sont bien insuffisants au regard des besoins. Preuve en est, l'augmentation du nombre d'élèves dans les classes dédoublées, le manque de remplaçant.es, les réseaux d'aide incomplets…
Comment travailler sereinement quand des AESH manquent pour aider les élèves à besoins particuliers ? Et comment s'organisent les remplacements des AESH malades notamment sur une longue période ?
Des enseignants sont parfois confrontés à des protocoles locaux, imposés sans concertation par les personnels de direction et inapplicables, par exemple en faisant cumuler distanciel et présentiel, ou encore en ne tenant pas compte des contraintes matérielles et humaines…
Le stress et la souffrance sont particulièrement forts dans la mesure où les équipes des écoles et des établissements se sentent le plus souvent abandonnées par leur hiérarchie et vilipender par le gouvernement et par le ministre de tutelle ?
Concernant l'EPS, nous vous remercions, monsieur le préfet pour la rapidité de votre réponse ! Elle a facilité la remédiation d'une semaine de cafouillage concernant les cours d'EPS à la rentrée des congés de la Toussaint.

Il est temps que l'Éducation nationale devienne une priorité pour ce gouvernement ! Nous ne pouvons pas travailler sereinement et correctement dans ces conditions. D'autant que non seulement notre souffrance au travail s'accroît très vite, mais nous ne pouvons qu'observer les dégâts que ces politiques néolibérales font subir à nos élèves les plus fragiles !

La FSU et ses syndicats soutiennent et soutiendront les personnels qui luttent pour défendre leurs métiers, pour améliorer leurs conditions de travail et de rémunération !

La FSU et ses syndicats s'indignent des discriminations que subissent les femmes. La FSU et ses syndicats soutiennent et participeront, demain, à la journée internationale contre les violences morales, physiques et sexuelles qu'elles subissent et qui augmentent dans de nombreux pays !

La FSU remercie grandement les personnels des services, nos collègues des services, sans qui cette instance n’aurait pas pu se tenir !

Monsieur le préfet, madame la présidente, madame la directrice académique, mesdames, messieurs, je vous remercie de votre attention.